

sont imposés à la bourgeoisie. La social-démocratie va achever de se noyer dans la grande coalition. L'influence communiste est renforcée dans le pays tout entier. La confiance est revenue au cœur du prolétariat.

C'est ce même Stresemann, populiste, qui parlait en juillet « de concilier les antagonismes », que le président Ebert a chargé de constituer le nouveau ministère... Stresemann pense s'en tirer par l'alliance de la ploutocratie et de la social-démocratie. C'est un vieil homme d'affaires, rusé, ancien monarchiste social, qui a appuyé sa fortune sur les trusts rivaux de ceux de Stinnes, notamment celui d'Otto Wolf; c'est le représentant de l'industrie de finissage. Socialement, il incarne la bourgeoisie moyenne. Sa politique ? Le contre-pied de celle de Stinnes, semble-t-il, de Stinnes, populiste comme lui. Il joue le compromis avec la France, fait lancer par George Bernhard, dans la *Vossische Zeitung*, l'idée d'une politique continentale dirigée contre l'Angleterre, et par Litvine, celle d'une cession d'une partie des actions industrielles allemandes à la France en garantie des réparations.

Il apparaît comme l'homme des négociations et la presse française qui, depuis longtemps, saluait en lui le partisan d'une politique d'entente économique, l'accueille avec une faveur marquée. Il est le vaincu préféré. Au point de vue financier, le choix qu'il a fait du socialiste Hilferding, l'auteur du *Capital Financier*, indique son intention d'imposer des sacrifices à la bourgeoisie. Sollman à l'Intérieur et Radbruch à la Justice consacrent la duperie de l'apaisement.

Mais Stinnes a patroné la combinaison et Gessler est toujours ministre de la Reichswehr.

Le 14 août, parlant à un Reichstag isolé au milieu d'une Allemagne laborieuse, toute frémissante de sa victoire, il jette le défi à la classe ouvrière. Il dit que l'Allemagne ne peut sortir de la crise « qu'en intensifiant sa production ». C'est le programme même et le langage des adversaires de la journée de 8 heures. Il dit aussi, quand, devant les promesses du patronat commence à s'apaiser au dehors le flot de la grève, « qu'il ne saurait être question de ramener les salaires à leur taux d'avant-guerre, ni même de prendre pour comparaison les conditions d'existence de l'ouvrier avant la guerre ». Il annonce enfin, aux applaudissements des représentants du grand patronat, que le gouvernement de la République « réprimera les troubles impitoyablement ». C'est la grande coalition contre le travail.

Il faut bien payer l'abandon prochain de la résistance passive.

La « dernière réserve de la bourgeoisie allemande » se met à l'œuvre. La classe ouvrière panse ses blessures, enterre ses morts et rentre à l'usine en méditant sur sa force.

En un seul coup de poing, elle a crevé les baudruches parlementaires et acquis de meilleures conditions de salaire.



Pendant un moment, la Révolution va marquer le pas. La seconde phase de la lutte sera caractérisée par l'offensive de la grande industrie contre la coalition. La politique financière du nouveau gouvernement en sera la cause. Dès les premiers jours, Hilferding parle à la Commission du budget. Il présente la situation comme désespérée. Il fait l'inventaire de la faillite de l'Allemagne. Le Reichstag fait vivre depuis janvier l'ensemble des pays occupés. Il est forcé de payer les fonctionnaires des États et des communes, ainsi que leurs frais d'administration. Les impôts nouveaux ne rentrent pas. Pour les chemins de fer seuls, le déficit est de 450 millions pour le second semestre.

Programme positif ? Il est bien difficile d'en établir un avant qu'ait cessé de se creuser le gouffre de la résistance passive.

Le problème capital, c'est la saisie des devises, la condition de l'assainissement monétaire, la création d'une nouvelle valeur-or.

On menacera des travaux forcés ceux qui ne remettront pas au fisc les devises étrangères qu'ils possèdent. On fera rentrer les impôts avec toute la rigueur nécessaire.

Autant de paroles jetées au vent.

Pour échapper à l'impôt sur la production qui se calcule d'après le nombre des ouvriers employés par entreprise, l'industrie éteint ses feux, boucle ses portes. C'est le chômage.

Avant d'avoir été payés, les impôts ont rebondi sur les prix. Les prix intérieurs dépassent ceux du marché mondial. La vie est plus chère que partout ailleurs, en Allemagne. La bourgeoisie, comme classe, tend à se séparer de la bourgeoisie comme gouvernement. C'est en vain que le 22 août, dans un grand discours prononcé à Berlin, Stresemann lui rappelle qu'elle doit faire des sacrifices, augmenter ses exportations et diminuer ses importations. La grève bourgeoise de l'impôt s'organise. Mille entreprises sont en voie de liquidation en Saxe. A Dresde, il y a 17.000 sans-travail. A Hambourg, on compte 100.000 chômeurs nouveaux. On licencie, on liquide, on ferme. Le 28 août, Hergt, Helfferich, Schiele et Reichert déclarent la guerre dans le programme de leur parti aux impôts Stresemann-Hilferding.

C'est la jonction des junkers avec la grosse industrie qui s'opère.

La cessation de la résistance passive qu'on sent impossible à éviter va être la fin d'un beau rêve pour les possédants. Combien sont-ils qui, depuis janvier, se sont colossalement enrichis en jouant à la baisse du mark ?

On se désigne les profiteurs de la Ruhr. Le gros capital a fait de la résistance passive une bonne affaire. La fièvre de spéculation a depuis le premier jour pris le pas chez lui sur l'angoisse patriotique. Cette constatation trouble étrangement les petits bourgeois.

On sait le détail des crédits énormes qui ont été consentis aux magnats, crédits de salaires, crédits pour l'exécution des travaux par équipes spéciales, sursis pour le versement des impôts. On comprend aisément la prospérité des chefs d'entreprises qui ont emprunté 1 milliard de marks à l'État allemand quand le dollar valait 7.500 marks et qui lui ont rendu ce milliard en papier quand le dollar cotait 1, 2, 3 ou 4 millions.

L'industrie de la Ruhr a perfectionné sa technique, et par une spéculation adroitement pratiquée, a mobilisé des sommes énormes en devises étrangères placées à l'abri.

Le mark-papier n'a été, dans toute l'opération, qu'une fausse monnaie destinée à payer les salaires et à organiser leur baisse. Dans sa débâcle, il a entraîné les petits gens, les petits commerçants, les artisans.

Une fois de plus, le capitalisme s'est servi du nationalisme contre la nation.

Et maintenant, solidement installé sur la ruine de l'État, attendant l'heure d'une dictature, qu'il appelle de toutes ses forces, il refuse de faire un geste pour le sauvetage de l'Allemagne, et continue la fête.

La hausse des salaires enregistrée après la grande grève n'a pu conjurer la famine. En août, la consommation de la viande a baissé de seize fois. Le pain à la carte est à 520.000 marks dans les premiers jours de septembre. Un œuf coûte 380.000 marks, une livre de beurre, de 3 à 4 millions. Un journal, 400.000 marks.

La politique de répression des troubles annoncée par Stresemann sévit. Il espère regagner par là la confiance que la politique financière d'Hilferding lui fait perdre.